

En Hongrie, le projet controversé d'un musée de l'Holocauste

Des historiens et la communauté juive craignent une réécriture de l'histoire

BUDAPEST · envoyé spécial

C'est un serpent de mer en Hongrie. L'idée de créer un musée national consacré à l'Holocauste a été relancée par le premier ministre souverainiste, Viktor Orban, fortement critiqué pour la campagne aux relents antisémites qu'il a orchestré contre le philanthrope américain George Soros.

Le dirigeant hongrois joue cette fois la prudence : il ne veut pas que ses « grands travaux historiques » viennent compliquer ses relations avec ses alliés américains et Israéliens. Il semble aussi avoir retenu les leçons polonaises : en 2018, Varsovie avait dû, à la suite de pressions internationales, abandonner l'introduction de peines de prison pour quiconque accuserait l'Etat ou la nation polonaise concernant les crimes nazis. Ce contentieux mémoriel a rebondi ces derniers jours au point de faire voler en éclats le sommet prévu mardi 19 février entre les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, République tchèque, Pologne et Slovaquie) et Israël, à Jérusalem : la délégation polonaise a décidé de ne pas faire le déplacement.

En octobre 2018, bien avant ce sommet raté, le premier ministre hongrois s'était voulu consensuel, lorsqu'il a exprimé devant le Parlement sa volonté de consacrer 6 millions d'euros à la mise en place d'un mémorial rendant hommage aux victimes de la Shoah, dans la gare désaffectée de Jozsefvaros, à Budapest. « Si aucun consensus n'est trouvé, alors nous attendrons jusqu'à ce que les discussions soient réglées », avait dit le chef du gouvernement.

« Logique d'ouverture »

En avril, un rabbin, Shlomo Köves,

a été chargé par le chef du gouvernement de proposer un concept en coopération avec une historienne controversée, Maria Schmidt. « Mes grands-parents sont des survivants de l'Holocauste », énonce M. Köves au nom de la Communauté juive unifiée de Hongrie, la plus petite des trois organisations juives enregistrées, affiliée au mouvement Habad Louhavitch : « En Hongrie, il n'y a pas de débats pour savoir si l'Etat a joué un rôle actif dans la déportation des juifs. Le fait qu'il ait mis ses infrastructures à la disposition de l'Allemagne nazie n'est aucunement contesté. Nous sommes dans une logique d'ouverture et nous avons demandé à des experts israéliens et américains de nous apporter leur vision. Notre but est d'inclure toutes les communautés juives hongroises. » Les paroles de M. Köves auraient pu rassurer tout le monde. C'est loin d'être le cas. Le dialogue achoppe sur le nom de la nouvelle structure : « La Maison des destins ». Peut-on évoquer la fatalité, alors qu'au moins 200 000 Hongrois ont participé activement à un génocide qui a conduit à l'extermination de 80 % de la communauté juive de ce pays d'Europe centrale ? Au printemps 1944, un demi-million de juifs et de Tsiganes ont été envoyés à Auschwitz, en quelques semaines.

« Le pouvoir cherche à réhabiliter le régime de l'amiral Horthy, le régiment de Hongrie, un homme qui savait que les juifs déportés seraient assassinés », regrette Laszlo Karsai, professeur émérite de l'université de Szeged, l'un des meilleurs spécialistes de l'Holocauste hongrois. « Après le début de l'occupation de la Hongrie par les troupes allemandes en 1944, il a sacrifié les juifs pour conserver un peu d'indépendance. Un musée

qui ne poserait aucun regard critique sur son action serait donc une institution tout à fait inacceptable : son but serait révisionniste. » M. Karsai a été à l'origine d'une première exposition permanente, réalisée en 2006.

« Nous n'avons pas besoin de deux musées sur l'Holocauste et je trouve problématique que l'on confie ce dossier à un juif, complète Andras Heisler, le président de la Fédération des communautés juives de Hongrie, par ailleurs vice-président du Congrès juif mondial. Le gouvernement devrait comprendre qu'entretenir la mémoire de la Shoah est l'affaire de l'ensemble de la société hongroise et non des seuls juifs. Environ 100 000 juifs vivent en Hongrie et les organisations ne représentent que 10 à 15 % d'entre eux, alors que la Shoah, puis le communisme, ont fortement sécularisé la communauté. Le deuxième problème, c'est que M. Köves travaille pour une organisation implantée en Hongrie depuis une quinzaine d'années seulement. Il n'est là que pour servir de caution au gouvernement. »

M. Heisler note par ailleurs que le Musée mémorial de Yad Vashem, le Centre Simon-Wiesenthal et le Musée mémorial de l'Holocauste, à Washington, ont tous jugé Maria Schmidt illégitime. Laszlo Karsai rappelle qu'elle est régulièrement accusée de réécrire le récit national : « c'est l'une des idéologues les plus puissantes de Hongrie. Elle jouit d'un accès direct à Viktor Orban. »

En 2014, dans une tribune publiée par le journal hongrois *Heti Valasz*, elle estimait que « laisser les organisations juives internationales dire leur mot sans qu'elles versent le moindre centime pour compenser les coûts » de « La Maison des destins » était « contraire à la

responsabilité de l'Etat souverain hongrois envers son propre passé, son présent et son futur ». En novembre 2018, M^{me} Schmidt affirmait sur Hir TV, une chaîne pro-gouvernementale, qu'« il n'était pas certain que les vainqueurs de la première et de la seconde guerre mondiale soient ceux qu'on croyait ». M. Karsai ne peut s'imaginer travailler sous la supervision d'une personnalité osant tenir de tels propos. ■

BLAISE GAUQUELIN

Le dialogue achoppe sur le nom proposé pour la nouvelle structure : « La Maison des destins »

Orban vise Juncker

Le premier ministre hongrois, Viktor Orban, a lancé, lundi 18 février, une nouvelle campagne publicitaire, s'en prenant, une fois encore, au milliardaire George Soros, mais visant aussi Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, également membre du PPE. Sur les visuels diffusés par le gouvernement, les visages de MM. Soros et Juncker sont associés, accompagnés du slogan : « Vous avez aussi le droit de savoir ce que Bruxelles prépare. » « La campagne du gouvernement hongrois est choquante. Des théories conspirationnistes ridicules sont désormais diffusées au plus grand nombre. Les Hongrois méritent mieux que cela, ils méritent des faits, pas des fictions », a répliqué mardi Margaritis Schinas, le porte-parole de la Commission.